



Les **GREAT** Cahiers

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N°45 Vol. 2

"Réfléchir à changer"

Avril – Juin 2013



Mali

Démocratie et participation citoyenne
- Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre -

Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly

Table des matières

Résumé	1
Introduction	2
1. Démocratisation et intérêts à la chose publique	3
1.1. Contexte politique et associatif.....	3
1.2. Perceptions de la liberté d'expression et d'association.....	10
1.3. Intérêt à la vie politique.....	12
2. Participation citoyenne	16
2.1. Militantisme.....	16
2.2. Activisme.....	18
3. Référence partidaire	19
3.1. Groupe de référence politique	19
3.2. Groupe d'appartenance politique	19
Conclusions	21
Références bibliographiques	22

Résumé

Avec l'instauration de la démocratie et du multipartisme depuis une vingtaine d'années, les maliens ne sont pas d'accord pour la gestion du pays par un seul parti et ce aussi bien en milieu rural qu'urbain avec respectivement 78% et 74%. Cependant, ils ne sont que 58% à être favorables à la compétition entre partis politiques en vue du choix des dirigeants. Pire, les maliens sont défavorables à ce que les partis d'opposition examinent et critiquent régulièrement les politiques et actions du gouvernement (75%).

Ces résultats se comprennent facilement quand on sait que la création de l'emploi pour tous et l'ordre public sont jugés les caractéristiques essentielles de la démocratie. De même, les maliens ont également estimé que la fourniture des biens et services de première nécessité (vivres, vêtements, logement, etc.), le contrôle de l'action du Président par le parlement et la fourniture de services publics tels que la construction de routes, la canalisation des égouts, sont des caractéristiques tout aussi essentielles.

Interrogés sur leur participation à un groupe religieux, 69% des maliens ne sont pas adhérents d'un tel groupe (74% pour les femmes) contre 19% de simples adhérents, 10% de membres actifs et 3% de dirigeants. A l'opposé, une plus grande proportion de maliens se retrouvent dans les associations ou groupes communautaires. A cela s'ajoute le fait que les maliens ont à 57% participé à des réunions de la communauté et se sont également unis à d'autres (52%) pour aborder un problème. Ce communautarisme des maliens est aussi bien visible par genre que par niveau d'éducation.

Entre le premier round (2000) et le cinquième round d'Afrobaromètre (2012), les maliens se sont davantage éloignés des partis politiques, le taux de proximité étant passé de 58% en 2000 à 41% en 2012. Cet éloignement des maliens vis-à-vis des partis politiques semble s'élargir à la faveur de la crise. C'est dire que le multipartisme et les libertés civiles individuelles sont loin de satisfaire les maliens dans leur quête de démocratie.

Introduction

Depuis 2000, le Mali est impliqué dans les enquêtes Afrobaromètre et a depuis participé à cinq rounds, soit 2000, 2002, 2005, 2008 et 2012. Afrobaromètre est un projet de recherche indépendant regroupant 35 pays africains à ce jour. Sa finalité est de donner une voix aux citoyens africains dans le processus décisionnel en fournissant des données de haute qualité d'opinion publique. Il vise à mesurer la perception des citoyens sur les questions d'ordre social, politique et économique, de chaque pays enquêté et à travers tout le continent par la production de données scientifiques comparatives fiables. En plus de la production de données scientifiques, Afrobaromètre cherche à renforcer les capacités institutionnelles pour la recherche en matière de sondage en Afrique et à disséminer de manière extensive les résultats des enquêtes en vue de leur prise en compte dans le développement de la démocratie en Afrique.

L'enquête 2012 au Mali a touché un échantillon de 1'200 personnes âgées de 18 ans et plus, réparti sur 5 régions du Mali (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti) et le district de Bamako et représentatif de l'ensemble des citoyens maliens. Il faut noter que les régions Nord du pays à savoir Tombouctou, Gao et Kidal en ont donc été exclues pour des raisons d'insécurité à cause de leur occupation par des groupes armés islamistes et indépendantistes entremêlés.

L'échantillon se compose finalement de 26% d'urbains contre 74% de ruraux, 88% de musulmans contre 4% de chrétiens, 3% d'animistes et 5% de sans religion.

La méthodologie d'enquête a consisté en des interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire. Les ménages sont tirés au hasard dans chaque unité primaire d'échantillonnage. Les répondants sont tirés au hasard dans le ménage pour constituer un échantillon de 1'200 adultes avec autant d'hommes que de femmes. Cette taille d'échantillon est suffisamment grande pour permettre des inférences avec une marge moyenne d'erreur d'échantillonnage ne dépassant pas $\pm 3 \%$.

1. Démocratisation et intérêts à la chose publique

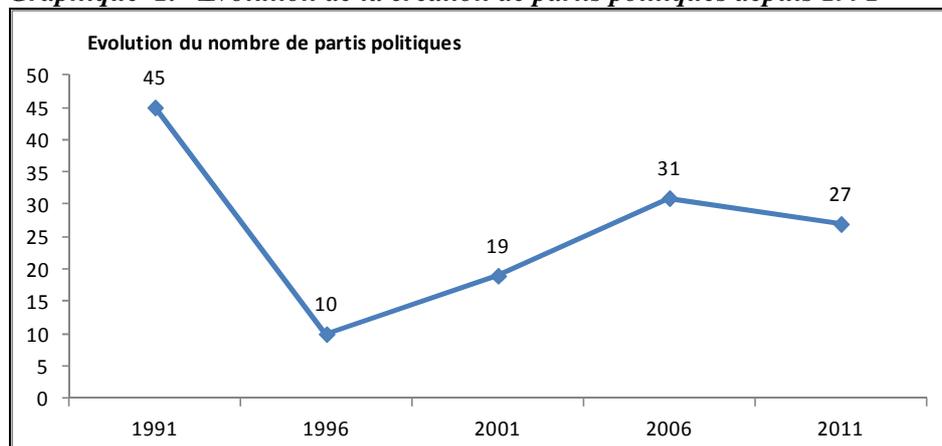
La démocratisation et l'intérêt des citoyens à la chose publique sont examinés sous l'angle du contexte politique et associatif, des perceptions de la liberté d'expression et d'association et de l'intérêt des maliens à la vie politique.

1.1. Contexte politique et associatif

Le Mali a entamé une transition démocratique en 1991 en instaurant le multipartisme et la liberté de presse et d'association. Le pays s'est toutefois heurté à de nombreux problèmes, tant dans la mise en place concrète de la démocratie que dans l'adaptation de ce système politique à la gestion de l'Etat.

Suite à l'ouverture démocratique, le Mali comptait au 31 décembre 2011, 132 partis politiques. La plupart de ces partis ont été créés pendant les ferveurs de 1991, 45 partis au total (Graphique 1). A la suite des premières élections de 1992, une dizaine de partis ont vu le jour, soit à l'issue de l'éclatement de partis politiques préexistants, soit sous forme de formations politiques fraîchement créées.

Graphique 1. Evolution de la création de partis politiques depuis 1991



Le traitement des données Afrobaromètre permet d'apprécier le rejet du régime de parti unique. Et ce phénomène s'est accentué pour se situer, en 2012, à 77% des citoyens, à raison de 74% des urbains et

78% des ruraux. A l'opposé, seuls 18% des adultes enquêtés seraient partisans de la gestion du pays par un seul parti politique.

Les hommes semblent relativement plus en désaccord avec la gestion du pays par un seul parti politique, soit 83% contre 70% pour les femmes (Tableau 1). A l'opposé, les femmes préfèrent l'hégémonie d'un parti unique comparativement aux hommes, en raison de 22% contre 14% respectivement. De même, les femmes sont plus enclines à la neutralité que les hommes.

Tableau 1. Un seul parti gouverne selon le milieu et le genre

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Désaccord	74	78	83	70	77
Neutre	11	2	3	6	4
Accord	14	19	14	22	18
NSP	1	1		1	1

Par niveau d'éducation, le désaccord gagne en importance au fur et à mesure que le niveau d'enseignement augmente, à l'exception de l'informel. En effet, le taux passe de 75% pour les maliens sans niveau d'enseignement à 94% pour le niveau supérieur en passant par 78% pour le niveau secondaire. Les plus forts taux d'accord avec la gouvernance par un parti unique se recrutent majoritairement dans les catégories "aucun" à "primaire", ces taux étant respectivement de 21% et de 23% (Tableau 2).

Tableau 2. Un seul parti gouverne par niveau d'éducation

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Désaccord	75	78	74	78	94	77
Neutre	3	3	4	15	2	4
Accord	21	18	23	8	4	18
NSP	2	1	0	0	0	1

Pour saisir si le rejet du parti unique équivalait au plébiscite du multipartisme, la question a été posée de savoir si plusieurs partis étaient nécessaires pour garantir que les maliens aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner. Les maliens sont d'accord que plusieurs partis politiques participent à la compétition en vue du choix

des dirigeants à concurrence de seulement 58%. Pire, ils sont 39% à désapprouver le multipartisme. Les femmes y sont défavorables jusqu'à 43%. Ainsi, seulement 54% d'entre elles sont favorables à la compétition entre partis politiques (Tableau 3).

Tableau 3. Plusieurs partis nécessaires selon le milieu et le genre

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Non	40	39	36	43	39
Ni oui ni non	7	1	3	2	3
Oui	53	59	61	54	58
NSP	1			1	

Le taux de maliens qui estiment que plusieurs partis sont nécessaires pour gouverner un pays n'augmente pas significativement avec le niveau d'enseignement. Par contre, la désapprobation du multipartisme diminue sensiblement avec l'éducation, de 41% pour les analphabètes à 33% pour les intellectuels de niveau supérieur (Tableau 4).

Tableau 4. Plusieurs partis nécessaires selon le niveau d'éducation

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Non	41	41	37	38	33	39
Ni oui ni non	2	1	4	6	6	3
Oui	57	57	59	57	61	58
NSP	1	0	0	0	0	0

Plus curieusement, les enquêtes de 2012 révèlent que les maliens ne sont pas favorables à ce que les partis d'opposition examinent et critiquent régulièrement les politiques et actions du gouvernement et ce quel que soit le milieu de résidence. Aussi, ne sont-ils que 23% à être d'avis contraire. Ce taux se décompose en 27% pour les hommes et seulement 19% pour les femmes (Tableau 5).

Tableau 5. Les partis d'opposition critiquent le gouvernement

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Non	72	76	71	78	75
Ni non ni oui	5	1	1	2	2
Oui	22	23	27	19	23
NSP	1			1	

Le pourcentage de maliens qui estiment que les partis politiques de l'opposition doivent critiquer le gouvernement augmente avec le niveau de d'éducation. Par exemple, les analphabètes approuvent à 17% la critique tandis que le niveau supérieur est à 38%, soit plus du double (Tableau 6).

Tableau 6. Les partis d'opposition critiquent le gouvernement

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Non	81	70	71	77	57	75
Ni oui ni non	1	2	2	2	6	2
Oui	17	27	27	20	38	23
NSP	1	1	0	1	0	1

Le traitement des données Afrobaromètre a également permis de savoir l'opinion des maliens sur les caractéristiques essentielles d'une démocratie. Ils sont nombreux à penser que le gouvernement doit assurer l'emploi pour tous, l'ordre public, respectivement à 40% et 37%. Aussi, ne sont-ils que 11% à estimer que la compétition entre partis politiques pendant les élections est aussi une caractéristique essentielle de la démocratie et 10% que les médias sont libres de critiquer l'action du Gouvernement (16% pour les urbains contre 8% pour les ruraux). Ceci explique donc la forte attente des populations en matière de création d'emploi et de maintien de l'ordre public, la démocratie n'étant pas vue comme une finalité mais un moyen d'assurer le bien-être des populations (Tableau 7).

On comprend mieux le fossé qui ne cesse de se creuser entre les citoyens et leurs dirigeants quand à la compréhension et à la promotion d'un régime véritablement démocratique au Mali. D'un côté, l'attente d'un mieux-être et de l'autre, l'offre du multipartisme et de la liberté de "vociférer" et de voter seulement.

Tableau 7. Caractéristiques essentielles de la démocratie selon le milieu

	Urbain	Rural	Total
Le Gouvernement assure l'emploi pour tous	33	42	40
Le Gouvernement doit assurer l'ordre public	37	37	37
Plusieurs partis politiques se font la concurrence pendant les élections	10	11	11
Les médias sont libres de critiquer les actions du Gouvernement	16	8	10
Aucune de ces réponses	4	1	1
NSP		1	1

Quel que soit le sexe, les maliens voient prioritairement la création d'emploi et la sécurité comme des caractéristiques essentielles de la démocratie. Les femmes classent la création d'emploi au premier rang suivie du maintien de l'ordre public avec respectivement 43% et 35%. A contrario, les hommes placent le maintien de l'ordre public avant la création d'emploi pour tous, respectivement 38% et 36% (Tableau 8).

Tableau 8. Caractéristiques essentielles de la démocratie selon le genre

	Homme	Femme	Total
Le Gouvernement assure l'emploi pour tous	36	42	40
Le Gouvernement doit assurer l'ordre public	38	35	37
Plusieurs partis politiques se font la concurrence pendant les élections	12	10	11
Les médias sont libres de critiquer les actions du Gouvernement	12	9	10
Aucune de ces réponses	2	1	1
NSP		1	1

Par niveau d'éducation, les analphabètes penchent encore davantage pour la création d'emploi en tant que caractéristique essentielle de la démocratie, 47% contre 21% (moins de la moitié) pour les maliens de niveau supérieur. De même, la concurrence entre partis politiques pendant les élections et la liberté des médias de critiquer le gouvernement, sont davantage défendus par les maliens ayant le niveau secondaire et supérieur (Tableau 9).

Tableau 9. Caractéristiques essentielles de la démocratie par éducation

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Le Gouvernement assure l'emploi pour tous	47	36	39	33	21	40
Le Gouvernement doit assurer l'ordre public	31	45	38	36	44	37
Plusieurs partis politiques se font la concurrence pendant les élections	10	9	12	12	16	11
Les médias sont libres de critiquer les actions du Gouvernement	9	8	8	18	14	10
Aucune de ces réponses	1	1	2	1	5	1
Ne sait pas	1	1	1	0	0	1

En plus des caractéristiques citées plus haut, les maliens ont estimé que la fourniture des services de première nécessité, comme les vivres, les vêtements, le logement, le contrôle de l'action du Président par le parlement et la fourniture de services publics tels que la construction de routes, la canalisation des égouts, sont également des caractéristiques d'une démocratie avec respectivement 45%, 27% et 17% (Tableau 10). La liberté d'association vient largement après avec un taux de 9% des sondés quoique les urbains soient plus demandeurs de cette caractéristique (15% contre 8% aux ruraux).

Tableau 10. Caractéristiques essentielles de la démocratie

	Urbain	Rural	Total
Le Gouvernement fournit à chaque individu les denrées de première nécessité, comme des vivres, des vêtements, le logement	42	45	45
L'Assemblée nationale contrôle de près les actions du Président de la République	23	28	27
Les services publics, telles que les routes et la canalisation des égouts, fonctionnent bien et ne sont pas défectueuses	17	17	17
Les gens sont libres de former des organisations pour influencer les affaires publiques et gouvernementales	15	8	9
Aucune de ces réponses	3	1	1
NSP	1	1	1

Dans cette seconde liste des caractéristiques de la démocratie, les femmes penchent essentiellement pour la fourniture par l'Etat des services de première nécessité à hauteur de 52% contrairement aux hommes qui placeraient le contrôle des actions du Président de la

République par l'Assemblée nationale pour 32%. En outre, les maliens sont d'accord à ce que le gouvernement fournisse des services publics tels que les routes et les canalisations d'égouts (17%). La formation des organisations pour influencer les affaires publiques et gouvernementales viennent largement derrière les autres caractéristiques évoquées par les maliens, soit seulement 9% des sondés (Tableau 11).

Tableau 11. Caractéristiques essentielles de la démocratie

	Homme	Femme	Total
Le Gouvernement fournit à chaque individu les denrées de première nécessité, comme des vivres, des vêtements, le logement	37	52	45
L'Assemblée nationale contrôle de près les actions du Président de la République	32	21	27
Les services publics, telles que les routes et la canalisation des égouts, fonctionnent bien et ne sont pas défectueuses	17	17	17
Les gens sont libres de former des organisations pour influencer les affaires publiques et gouvernementales	11	7	9
Aucune de ces réponses	2	1	1
NSP	1	2	1

Bien que les mêmes caractéristiques soient maintenues quel que soit le niveau d'éducation, les maliens ayant les niveaux informel, primaire et aucun pensent que la caractéristique essentielle de la démocratie est la fourniture de denrées de première nécessité avec respectivement 49%, 47% et 46%. Tandis que les maliens ayant les niveaux secondaire et supérieur plébiscitent plutôt le contrôle des actions du Président de la République par l'Assemblée nationale. Enfin, ces mêmes maliens de niveaux d'éducation secondaire et supérieur tiennent à la liberté d'association en vue d'influencer les décisions publiques comme une caractéristique essentielle de notre démocratie (Tableau 12).

Tableau 12. Caractéristiques essentielles de la démocratie

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Le Gouvernement fournit à chaque individu les denrées de première nécessité, comme des vivres, des vêtements, le logements	46	49	47	35	30	45
L'Assemblée nationale contrôle de près les actions du Président de la République	26	25	27	27	35	27
Les services publics, telles que les routes et la canalisation des égouts, fonctionnent bien et ne sont pas défectueuses	16	16	16	23	17	17
Les gens sont libres de former des organisations pour influencer les affaires publiques et gouvernementales	9	9	7	15	10	9
Aucune de ces réponses	2		1		8	1
Ne sait pas	2	1	1			1

Encore une fois, la question des libertés d'association sort plus éloignée des préoccupations populaires que la satisfaction des besoins des populations par l'Etat ainsi que le contrôle citoyen de l'action des dirigeants. Encore un indice du fossé entre la demande et l'offre de démocratie au Mali.

1.2. Perceptions de la liberté d'expression et d'association

De façon générale, les maliens s'estiment libres d'exprimer leur opinion à 71% (ce taux était de 84% en 2008) à raison de 33% d'assez libres et 38% d'entièrement libres, avec un plus fort sentiment de liberté chez les ruraux comparativement aux urbains. A contrario, 30% des maliens pensent qu'ils ne sont pas libres d'exprimer leur opinion, avec respectivement 32% pour les urbains et 28% pour les ruraux.

Les hommes se sentent plus libres d'exprimer leur opinion comparativement aux femmes avec 73% contre 67%. A l'opposé, près d'une femme sur trois (32%) ne s'estime pas libre d'exprimer son opinion même si le Mali est une démocratie depuis 1991 (Tableau 13).

Tableau 13. Liberté d'expression selon le milieu et le sexe

	Milieu		Sexe		Total
	Urbain	Rural	Homme	Femme	
Pas du tout libre	11	8	10	8	9
Pas très libre	21	20	17	24	21
Assez libre	28	34	32	32	33
Entièrement libre	40	38	41	35	38
Ne sait pas	1	0	0	1	0

Par niveau d'éducation, près de 40% des maliens ayant le niveau supérieur pensent qu'ils ne se sentent pas libres d'exprimer leur opinion contrairement aux autres maliens (30% les analphabètes et 26% le primaire). Aussi, 74% du primaire se sentent-ils libres d'accès à la parole (Tableau 14).

Tableau 14. Liberté d'expression selon le niveau d'éducation

	Aucune	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Pas du tout libre	10	7	6	8	14	8
Pas très libre	20	20	20	21	25	21
Assez libre	34	37	31	31	22	33
Entièrement libre	36	36	43	40	39	38
NSP	0	0	0	0	0	0

La quasi-totalité des maliens (87% en 2012 contre 82% en 2008) pensent qu'ils sont libres d'adhérer à une organisation politique de leur choix contre 12% d'avis contraire et 1% de sans opinion. Cette tendance est aussi bien vérifiée en milieu urbain que rural, même si les ruraux se trouvent plus libres que les urbains, soit 88% contre 85% (Tableau 15).

Tableau 15. Liberté d'adhérer à une organisation politique

	Urbain	Rural	Total
Pas du tout libre	5	4	4
Pas très libre	8	7	8
Assez libre	24	19	20
Entièrement libre	61	69	67
NSP	2	1	1

1.3. Intérêt à la vie politique

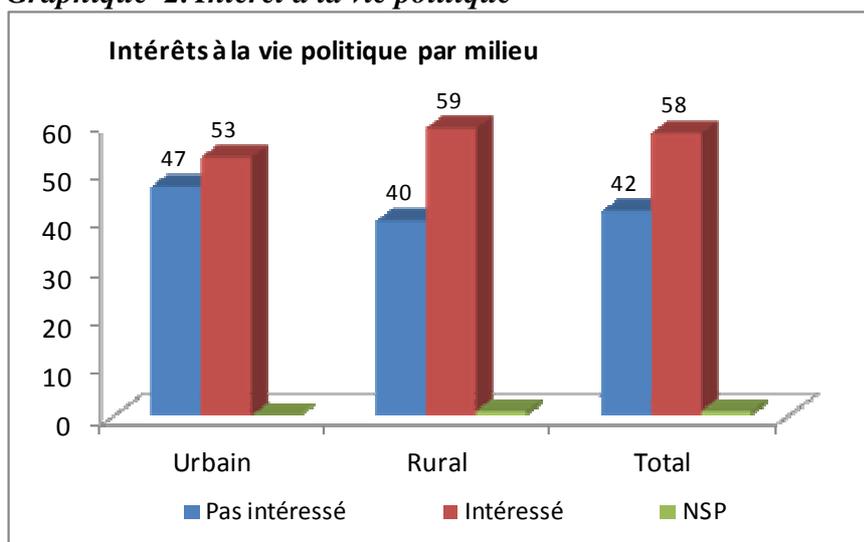
Entre 2000 et 2012, la proportion de maliens ayant un intérêt quelconque pour les affaires publiques a augmenté, passant de 38% à 58%, soit 20 points de pourcentage de hausse avec un pic en 2008, soit 70%. De même, ceux n'ayant pas d'intérêt à la politique a baissé sur la même période, passant de 61% à 41% (Tableau 16).

Tableau 16. Intérêt pour les affaires publiques entre 2002 et 2012

	2002	2005	2008	2012
Pas du tout intéressé	23	16	16	21
Pas très intéressé	39	15	14	20
Plutôt intéressé	36	26	25	18
Très intéressé	2	43	45	40
Ne sait pas	0	0	0	1
Total	100	100	100	100

Malgré l'instauration de la démocratie depuis plus de 20 ans, plus de 40% de maliens ne semblent pas intéressés par la vie politique, les urbains semblant les moins intéressés avec un taux de 47% contre 40% pour les ruraux. A l'opposé, un peu moins de 60% des maliens se disent intéressés par les chose politique. Ici, l'on constate une certaine euphorie des ruraux comparativement aux urbains (Graphique 2).

Graphique 2. Intérêt à la vie politique



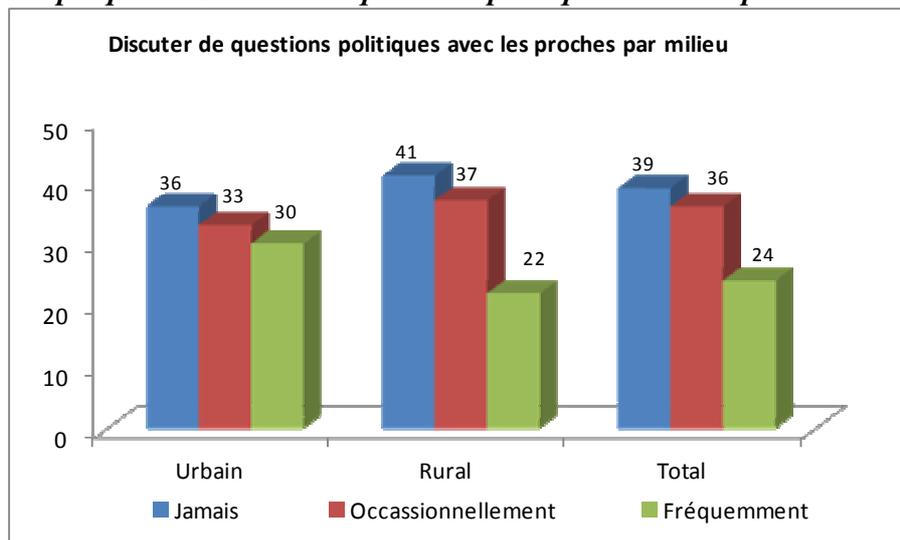
Avec une vingtaine d'années de démocratie, les questions politiques semblent de plus en plus mobiliser les citoyens. C'est ainsi que la proportion de maliens qui ne discutent "jamais" de questions politiques est passée de 56% en 2000 à 39% en 2012. A l'opposé, le taux de maliens discutant de questions politiques est passé de 42% à 70% sur la même période. Il est aussi remarquable de constater que les maliens discutant "fréquemment" de politiques sont passés de 15% à presque un quart, soit 24% (Tableau 17)

Tableau 17. Discuter de questions politiques avec les proches

	2000	2002	2005	2008	2012
Jamais	56	35	35	31	39
Occasionnellement	27	23	43	45	36
Fréquemment	15	41	21	23	24
Ne sait pas	2	1	0	0	0
Total	100	100	100	100	100

En matière de discussions politiques avec les proches, très peu de maliens le font fréquemment, seulement 24% contre 39% de jamais et 36% de discussions occasionnelles (Graphique 3). Les ruraux se méfieraient plus des discussions politiques comparativement aux urbains, soit 41% contre 36%. De même, les ruraux parlent plus occasionnellement de politiques que les urbains. A l'opposé, les urbains discutent plus fréquemment de politique que les ruraux.

Graphique 3. Discuter de questions politiques avec vos proches



Les maliens trouvent volontiers que la politique et le gouvernement sont compliqués à comprendre quel que soit les rounds des enquêtes Afrobaromètre. En effet, ce taux passe de 61% en 2000 à 71% en 2012 d'avis favorable, soit une augmentation de vingt points de pourcentage. A l'opposé, l'on constate une baisse des maliens qui ne sont "ni d'accord ni en désaccord", de 12% à 3% sur la même période. Aussi, se confirme-t-il le fossé entre le citoyen et le dirigeant politique au Mali, toute chose préjudiciable au renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit (Tableau 18).

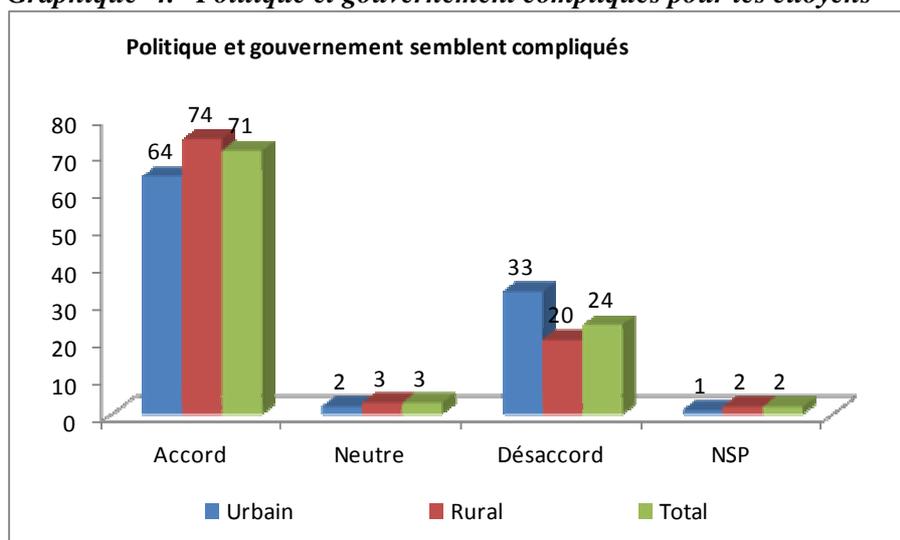
Tableau 18. Politique et gouvernement compliqués entre 2000 et 2012

	2000	2002	2005	2012
Tout à fait d'accord	41	29	23	44
D'accord	20	33	41	27
Ni d'accord ni en désaccord	12	6	11	3
Pas d'accord	14	17	15	12
Pas du tout d'accord	7	7	4	12
Ne sait pas	6	8	7	2
Total	100	100	100	100

Les maliens semblent faire l'unanimité que la politique et le gouvernement sont si compliqués qu'ils ne comprennent pas ce qui s'y passe à hauteur de 71% d'avis favorables contre 24% seulement de

désaccord (Graphique 4). Il est à noter que l'accord se dégage plus nettement au niveau des ruraux (74%) contrairement au désaccord qui voit les urbains venir en tête avec 33% de citoyens.

Graphique 4. Politique et gouvernement compliqués pour les citoyens



2. Participation citoyenne

La participation citoyenne est abordée sous les aspects du militantisme (dans un groupe religieux ou communautaire) et de l'activisme dans les organisations de la société civile.

2.1. Militantisme

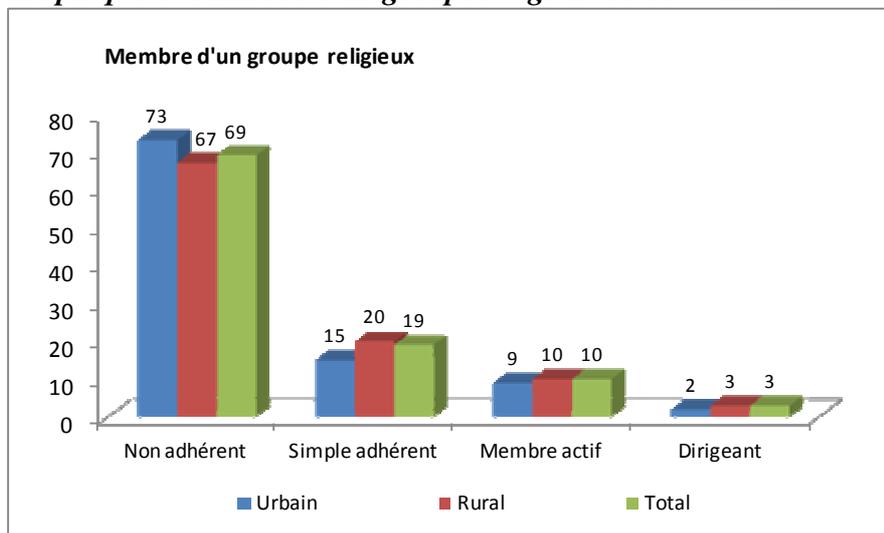
De façon générale, le nombre de non adhérents à un groupe religieux a augmenté entre 2000 et 2012, en passant de 51% à 69. A l'opposé, le taux d'adhérents est passé de 49% à 31% sur la même période. La tendance baissière s'observe aussi bien chez les simples adhérents que chez les membres actifs et les dirigeants (Tableau 19).

Tableau 19. Membres d'un groupe religieux

	2000	2002	2005	2008	2012
Non adhérent	51	48	56	52	69
Simple adhérent	33	27	35	39	19
Membre actif	14	22	6	7	10
Dirigeant	2	3	3	2	3
NSP	0	0	0	0	0

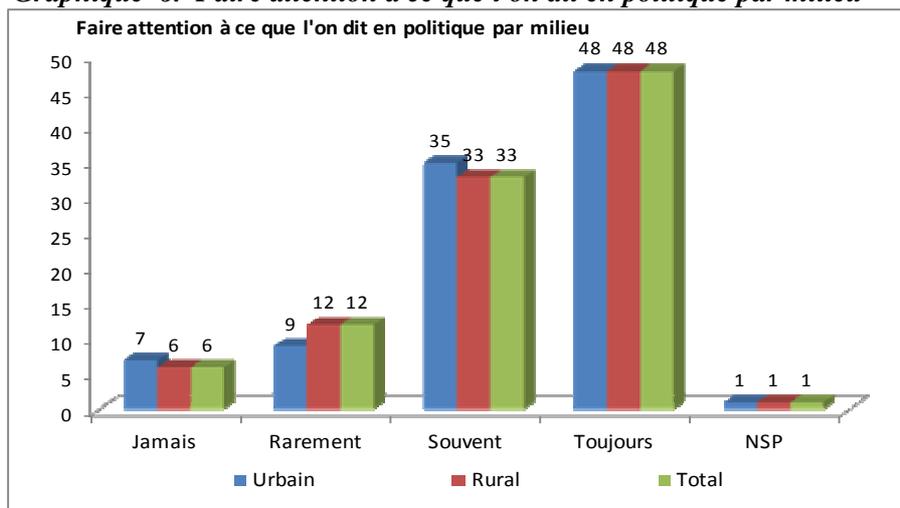
Interrogés en 2012 sur leur participation à un groupe religieux, 69% des maliens n'en sont pas adhérents contre 19% de simples adhérents, 10% de membres actifs et de 3% de dirigeants (Graphique 5). A l'opposé, une plus grande proportion de maliens ne se reconnaissent pas dans les organisations religieuses aussi bien en milieu urbain que rural avec respectivement 73% et 67% de non adhérents, les adhérents se retrouvant majoritairement en milieu rural, avec 20%.

Graphique 5. Membre d'un groupe religieux selon le milieu



A la question de savoir s'il faut faire attention à ce qu'on dit en politique, les maliens répondent par "toujours" à 48% contre 33% "souvent", 12% "rarement" et 6% "jamais" ce malgré l'instauration de la démocratie et du pluralisme médiatique. L'unanimité semble faite sur la prudence en matière de débat politique aussi bien en milieu urbain que rural. Par contre, la tendance est légèrement favorable aux urbains en ce qui concerne des discussions occasionnelles sur la politique, à raison de 35% (Graphique 6).

Graphique 6. Faire attention à ce que l'on dit en politique par milieu



2.2. Activisme

A propos d'activisme, les maliens ont à 57% participé à des réunions de la communauté et se sont également unis à d'autres, 52% pour aborder un problème. Ce communautarisme est visible quel que soit le milieu de résidence, même si la tendance est favorable aux ruraux. En revanche, les actions de désobéissance civique sont légèrement plus l'œuvre des urbains comparativement aux ruraux, soit 12% contre 5% pour ce qui est de protester par des marches (Tableau 20).

Tableau 20. *Avez-vous effectué une des actions suivantes selon le milieu*

	Urbain	Rural	Total
Participer à une réunion de la communauté	42	63	57
S'unir à d'autres pour aborder un problème	43	55	52
Refuser de payer une taxe/redevance au gouvernement	3	4	4
Participer à une manifestation ou une marche de protestation	12	5	7
Utiliser la force ou la violence pour une cause politique	2	1	1

S'agissant des dernières élections de 2007, très peu de maliens ont participé à des réunions de campagne (34%) et persuadé des personnes à voter pour leur candidat (30%) ou même travaillé pour un candidat à (26%). Cette tendance est pratiquement la même aussi bien en milieu urbain que rural (Tableau 21).

Tableau 21. *En 2007, vous avez ... selon le milieu*

	Urbain	Rural	Total
Participer à des réunions de campagne	36	33	34
Persuader d'autres à voter pour un candidat	31	30	30
Travailler pour un candidat ou parti	26	26	26

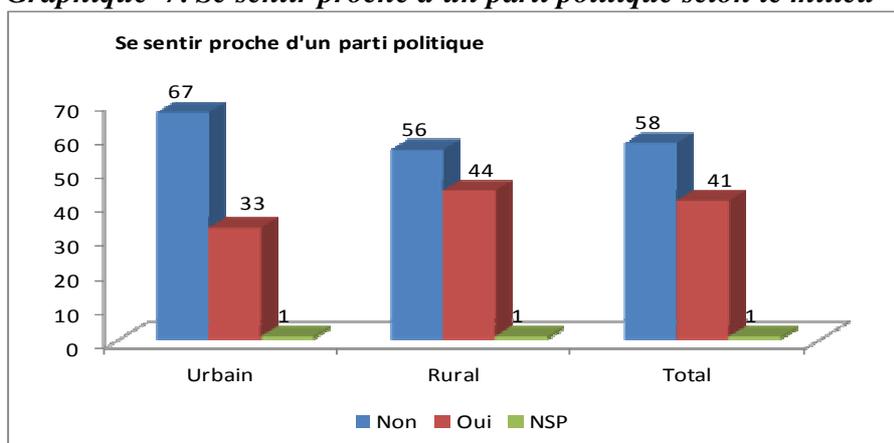
3. Référence partidaira

La connaissance des groupes de référence et d'appartenance politique permet d'inférer la référence partidaira.

3.1. Groupe de référence politique

Les enquêtes Afrobaromètre de 2012 ont permis d'estimer à 41% la proportion de maliens qui se sentent proches d'un parti politique contre 58% de non partisans et 1% de sans avis. Cette tendance est vérifiée quel que soit le milieu de résidence même si les urbains sont plus distants des partis politiques avec un taux de 67% contre seulement 56% pour les ruraux. A l'opposé, les ruraux se sentent plus proches des partis politiques à 44% contre 33% chez les urbains (Graphique 7).

Graphique 7. Se sentir proche d'un parti politique selon le milieu



3.2. Groupe d'appartenance politique

Entre le premier round (2000) et le cinquième round d'Afrobaromètre (2012), les maliens se sont chaque fois un peu plus éloignés des partis politiques, le taux de proximité étant passé de 58% en 2000 à 41% en 2012. Cet éloignement des maliens vis-à-vis des partis politiques semble s'élargir à la faveur de la crise. Tous les partis politiques en sont victimes e.g. les proches de l'ADEMA passent de 26% en 2008 à

13% en 2012. Lorsqu'ils se sentent proches d'un parti politique, il s'agit dans la plupart des cas de l'ADEMA, de l'URD et du RPM, les trois formations qui recueillent le plus de suffrages (Tableau 22).

Tableau 22. Evolution du sentiment de proximité d'un parti quelconque

	2000	2002	2005	2008	2012
Proche d'un parti politique	58	58	61	69	41
ADEMA	41	20	19	26	13
URD			6	7	6
RPM		14	10	7	6
PDES		14	13	9	2
SADI		1		2	2
PARENA		3	3	3	2
CNID	2	1	3	2	2
CODEM				0	1
UDD	2	1	1	2	1
UM - RDA	2	1	1	1	1

Conclusions

En instaurant l'ouverture démocratique en 1991, le Mali ne mesurait pas encore les défis que devait relever ce système de gouvernance que les dirigeants avaient brandi comme une panacée. C'est ainsi que s'est créé en moins de 20 ans, plus de 130 partis pensant tous concourir au suffrage universel.

Dans la même dynamique, une plus forte proportion de la population se sont opposés à l'exercice du pouvoir par un seul parti à plus de trois quarts de maliens avec un plus grand score en faveur des ruraux. En outre, les maliens estiment que la démocratie devrait se traduire par prioritairement l'assurance de l'emploi pour tous ainsi que la sécurité. Ceci explique donc la forte attente des populations en matière de création d'emploi et de maintien de l'ordre public, la démocratie n'étant pas vue comme une finalité mais un moyen d'assurer le bien-être des populations. En définitive, l'on constate au vu des résultats des enquêtes que l'offre et la demande de démocratie ne semblent pas concorder, l'élite ne pensant qu'à la liberté d'expression et d'organisation d'élections tandis que le peuple aspire à un mieux-être, bref un déséquilibre démocratique jusqu'ici stable mais porteur d'incertitudes majeures.

Nonobstant ce fossé entre élites et citoyens, la majorité des maliens estiment qu'ils sont libres d'exprimer leur opinion. Cette liberté d'expression par une plus grande implication dans les affaires publiques, implication qui augmente crescendo depuis 2000, l'année de la première enquête Afrobaromètre. Aussi, la double crise sociopolitique a-t-elle fait prendre conscience aux maliens que les questions politiques devraient aussi être au centre de leurs préoccupations. Ce qui aurait eu comme corollaire le désaveu du religieux?, d'où la baisse tendancielle du nombre d'adhérents aux associations religieuses.

Enfin, les enquêtes Afrobaromètre ont permis d'estimer à presque deux sur cinq les maliens proches des partis politiques. Ceci pourrait donc expliquer les faibles participations des maliens au processus électoral depuis l'instauration du multipartisme.

Références bibliographiques

Buijtenhuijs Robert (): Les partis politiques africains ont-ils des projets de société ? L'exemple du Tchad, Pistes

Camara Bakary (): Le processus démocratique au Mali depuis 1991- Entre fragmentation de l'espace politique et coalitions : Quels sont les impacts de la démocratisation sur la condition de vie des maliens ?

CERDES (1995): Le processus démocratique malien de 1960 à nos jours, Bamako : éditions Donniya

DIAKITÉ Fatoumata SIRÉ (2000): La participation responsable des partis politiques à la gestion de nos États, symposium de Bamako

Felber Ruedi, Müller Marie-Laure et Djiré Moussa (2006): Le rôle des organisations de la société civile dans le processus de la décentralisation -Étude exploratoire au Mali- juillet

GREAT (2003): Sondage sur la démocratie et le processus électoral au Mali, avril-juin

Hurtig Serge (): Les partis politiques In: Revue française de science politique, 9e année, n°3, 1959. pp. 707-723.

Konrad Adenauer Stiftung (2011): Partis et idéologies politiques, élections et bonne gouvernance en Afrique, du 27-30 mars à Saint Louis, Sénégal

MATCL, Direction de l'intérieur (2011): Liste des partis politiques

NDI (juin 2001): Le rôle des partis politiques dans une transition démocratique, Kinshasa, République Démocratique du Congo, du 26 au 28 juin.

République du Mali (2000): Loi 00-045 du 07 juillet 2000 portant charte des partis politiques

Sidibé Konimba (2004): Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté au Mali, résultats d'étude commanditée par la CEA